

Table ronde / Contrefaçon et falsification, quelle organisation de la protection ? Cas des produits cosmétiques

J.-M. Giroux

**Round table: Counterfeiting
and adulteration,
The example of cosmetic products**

Je tiens en premier lieu à remercier les organisateurs de leur invitation. Certains pourraient être étonnés en effet de la présence de l'industrie cosmétique à un congrès sur la contrefaçon des médicaments. Il existe pourtant une proximité à double titre. Les produits cosmétiques sont réglementés et rattachés aux produits de santé du point de vue administratif. Des produits cosmétiques sont aussi des produits de santé au sens propre, comme les produits solaires, les produits co-prescrits pour limiter les effets secondaires des traitements ionisants, les produits de maquillage permanent pour atténuer les effets psychosociaux de certaines pathologies cutanées.

En second lieu, ce sont des produits directement concernés par les questions de contrefaçon. Historiquement les parfums ont été les premiers touchés, ils le sont encore, même si les grandes maisons ont fait d'énormes progrès dans la détection et la lutte contre cette spoliation commerciale. Un phénomène nouveau apparaît, depuis environ huit ans, qui est la contrefaçon de produits issus de PME, nouveaux entrants sur les marchés émergents, notamment asiatique, russe et africain. La baisse de confiance d'une partie de la population pour les productions locales, liée à l'aura de qualité des produits *made in France*, incitent les contrefacteurs à produire de plus en plus rapidement des faux. Ceux-ci ne semblent même plus attendre que la marque importée soit devenue hautement visible sur leur marché. Nous avons observé des contrefaçons sur des produits de protection solaire depuis moins d'un an sur leur marché, allant jusqu'à récupérer des emballages vides pour les reconditionner avec du produit contrefait. Initialement mis sur le marché avec un indice de protection de 30, le produit affichait un SPF de 6 après analyse. Ce qui s'explique aisément puisque le principal facteur de coût dans un produit solaire est constitué par le mélange des filtres organiques. On peut imaginer sans effort les risques sanitaires engendrés. Certaines contrefaçons sont de plus en plus techniques, au point que même le laboratoire français rencontre des difficultés pour

I'd like to begin by thanking the organisers for inviting me here. Some of you may be surprised to see a cosmetics industry representative present at a conference on counterfeit medicines. Yet the issues of concern to us are similar in two ways. Cosmetic products are regulated and related to health products from an administrative point of view. Cosmetic products are also health products in their own right, such as, for example, sunscreens, products prescribed to reduce the adverse effects of ionising treatments, make-up products used to mitigate the psychosocial effects of some skin conditions, etc.

Secondly, cosmetic products are also directly concerned by the issues of counterfeit goods. Perfumes have always been – and continue to be so – the primary target of the counterfeiters although the major perfume houses have made significant progress in detecting and tackling this commercial theft. A new phenomenon emerged eight years ago, namely counterfeit SME products, new entrants in emerging markets, particularly Asian, Russian and African. Increasing mistrust among a proportion of the population with respect to local products, combined with the aura of quality associated with "made in France" products, have encouraged counterfeiters to churn out more and more counterfeit products at an increasing rate. They no longer even wait for the imported brand to become highly visible in their market. We have come across examples of counterfeit versions of sun protection products that have not even been on the market for a year, with empty packaging retrieved and re-used for the counterfeit product. While the original product carried a sun protection factor of 30, the counterfeit product had a protection factor of just 6 when analysed. This can be easily explained since the principal cost factor in a sun protection product lies in the mix of organic filters used. It is not difficult to imagine the health risks associated with such products. Some counterfeit products are so technically advanced that even

les identifier. Récemment, un produit contrefait a pu être différencié uniquement par une légère différence de pH. Emballage, valve de distribution, mentions réglementaires... tout était similaire. Le plus souvent de grossières erreurs attirent l'attention. Couleur d'une crème antiride, fautes d'orthographe, carton trop souple de l'emballage secondaire, etc.

Une fois le produit contrefait identifié, un véritable chemin de croix juridique et commercial attend les PME, peu rodées à cette lutte sur le terrain. Il faut souligner que la collaboration des douanes et des autorités françaises et leur soutien aux PME sont exemplaires. Mais le préjudice est causé. Lorsque le contrefacteur retire discrètement ses produits du marché, on peut considérer qu'il s'agit là d'une victoire, les dédommages et réparations par voie judiciaire sont quasi inexistantes.

En termes de solutions d'avenir, certaines innovations récentes, comme le marquage interne des formules par des composants inertes, commencent à être proposées sur le marché, de même que la traçabilité informatique jusque chez le consommateur, qui peut authentifier le produit à l'aide de son smartphone par une application spécifique.

Comme il a été souligné dans les présentations précédentes, le phénomène de la contrefaçon est exponentiel et mondial, notre réflexion collective devra se situer à cette échelle. Néanmoins, on ne peut qu'être dubitatif lorsque la Commission européenne recommande officiellement d'inclure les activités illicites dans le calcul du PIB des États membres. De la croissance du PIB dépend en partie le coût de l'argent emprunté par les États, une préoccupation journalière au cœur des différents ministères de l'économie. Les moyens octroyés à l'avenir aux douanes, à la justice et aux autorités de contrôle seront un bon indicateur de la volonté réelle des gouvernements européens de réduire l'impact de cette économie parallèle. Soulignons que le gouvernement français a indiqué ne pas vouloir suivre pour le moment cette recommandation. Une telle voie ne pourrait en effet que freiner la lutte anti-contrefaçon et nuire à l'image des instances européennes auprès des populations.

the French laboratory has difficulty in identifying them. In a recent example, a counterfeit product was identified purely as a result of a slight pH difference. Packaging, dispensing valve, regulatory information... everything was similar. More often than not it is the obvious mistakes that attract our attention. The colour of an anti-wrinkle cream, spelling mistakes, secondary packaging material too flexible, etc.

Once a counterfeit product has been identified, a difficult legal and commercial road lies ahead for SMEs, which have little experience in tackling these issues on the ground. It should be emphasised that cooperation between customs and the French authorities is exemplary when it comes to supporting SMEs. But the damage is done. When counterfeiters quietly withdraw their products from the market, we could claim a victory of sorts but financial losses and compensation via the legal channels are virtually unheard of.

In terms of future solutions, some recent innovations such as internal marking of formulations using inert marker compounds are beginning to appear. IT traceability is also an option, all the way through to consumers who can verify the authenticity of a product on their smartphone via a specific application.

As has been emphasised in previous presentations, the phenomenon of counterfeiting is exponential and global and our collective thinking in terms of how we tackle it must be conducted on the same scale. Nevertheless, we can only take a doubtful view when the European Commission makes an official recommendation to include illegal activities in the GDP calculations of Member States. The cost of borrowing to a country – a permanent issue for all governments – is partly related to GDP growth. The resources allocated to customs authorities, the justice system and inspection authorities will be an accurate indicator of the genuine will of European governments to reduce the impact of this parallel economy. Let us underline the fact that the French government has stated that it does not wish to follow this recommendation for the time being. Going down such a route would only serve to hamper the fight against counterfeit goods and damage the image of European authorities in the eyes of the population.

Adresse de l'auteur/Author's address

Jean-Marc Giroux, Cosmed, 2, rue Odette-Jasse, F-13015 Marseille.
giroux.jm@gmail.com